

Réactions de Magali VERDONCK

docteure en économie, chercheuse et coordinatrice scientifique au DULBEA (département de l'économie appliquée de l'ULB). Elle est spécialisée en fédéralisme fiscal, finances publiques, économie régionale et évaluation des politiques publiques.

D'accord avec certains éléments:

- Il est vrai que la totalité du montant évoqué n'est pas à considérer comme devant revenir à Bruxelles et il est dommage que certains utilisent ce chiffre de façon caricaturale.
- Il est vrai qu'il n'y a pas de stratégie budgétaire bruxelloise et que c'est très grave. La RBC a perdu toute crédibilité à cause de cela et même les arguments rationnels (voir plus loin) ne sont de ce fait plus audibles.
- Il est vrai que Bruxelles veut parfois être le meilleur élève de la classe en matière de politique sociale mais, d'une part, n'en a pas les moyens et, d'autre part, alimente le mécanisme de piège à pauvreté (non-indexation d'une série de tarifs (ex: STIB), loyers déraisonnablement faibles pour les logements sociaux etc.). C'est une stratégie contre-productive.

Pas d'accord avec d'autres éléments:

- Si la richesse créée par ces travailleurs-navetteurs "qui se lèvent tôt" n'était que le résultat de leur travail, pourquoi ne pas aller dans la rue en face de chez eux pour travailler et recevoir leur salaire ?
Parce que la richesse créée est le résultat de leur input « travail », oui, mais combinée à un tas d'autres inputs (routes, Stib, police, éboueurs, pompiers, permis de construire, primes aux entreprises, agences publiques de soutien aux entrepreneurs etc.). Or ces inputs-là sont financés en grande partie par les impôts payés par les Bruxellois (y compris par une partie de ses pauvres) et quand il y a un financement fédéral, il est souvent défavorable à Bruxelles (exemple flagrant: la police, pour laquelle les communes doivent énormément compenser le manque).
- Si la Région bruxelloise doit augmenter, par exemple, la taxation sur les mètres carrés de bureaux, c'est parce que d'autres sources de recettes bien plus judicieuses leurs sont inaccessibles en raison du veto des Flamands et Wallons, des partis dont les représentants bruxellois sont toujours en minorité. Exemple flagrant: la taxe kilométrique.
- S'il y a tant de pauvres et de non-travailleurs à Bruxelles, c'est parce que les grandes villes sont des ascenseurs sociaux partout dans le monde. C'est là que viennent les jeunes pour se former et puis chercher un premier travail qui ne vient pas toujours tout de suite. C'est là qu'aboutissent les migrants qui arrivent par avion ou train. Les non-travailleurs ne sont pas un stock mais un flux. Une fois formés et

bien mis au travail, nombreux sont ceux qui retournent vers leur Région d'origine, ou vers des zones moins chères, s'ils veulent un logement aux caractéristiques inexistantes en ville. Le même phénomène existe dans les autres villes belges, mais elles, elles bénéficient du Fonds de solidarité entre les communes de leur Région. Un tel mécanisme n'existe pas pour Bruxelles où toutes les communes sont urbaines. Dans d'autres pays (Allemagne, France...), il existe des dotations spécifiques pour ce rôle de grande ville quand elles ne bénéficient pas d'un tel Fonds.

- Si les Bruxellois ne sont pas formés correctement pour répondre aux exigences de employeurs, c'est parce que la sacro-sainte solidarité entre francophones empêche d'adapter le programme scolaire aux besoins différents à Bruxelles, en matière d'apprentissage du français par exemple. Sans cette connaissance solide d'une langue nationale, toutes les autres mesures (tronc commun, aide à l'apprentissage dans le supérieur etc.) ne sont que des emplâtres sur des jambes de bois car elles arrivent bien trop tard (et coûtent cher). Et c'est aussi parce que la Communauté flamande filtre les élèves admis dans ses écoles et ne permet pas à de nombreux parents désireux de rendre leurs enfants bilingues de les y inscrire.

- Oui, Bruxelles a bénéficié d'un financement complémentaire de 500 millions d'euros à partir de 2016 grâce à une reconnaissance tardive de son sous-financement. Mais c'est loin du montant calculé précisément comme nécessaire pour un traitement équitable entre Régions (près du double), et il n'y a jamais eu de rattrapage pour les 25 ans durant lesquels ce manque de financement n'a pas été reconnu. Après plusieurs décennies de désinvestissement dans les égouts, les tunnels etc, faute de moyens, le financement complémentaire est allé en priorité dans le rattrapage de ce désinvestissement (mais il est vrai qu'il n'a pas fait que ça, voir plus haut).

- Le financement complémentaire aurait pu être de 10 000 euros, de 10 millions, 500 millions ou 3 milliards, l'argument qui ressort toujours « Bruxelles a reçu un financement complémentaire » semble devoir couper court à toute discussion, même si le montant n'est pas du tout adéquat. Par ailleurs on parle presque toujours de refinancement, qui signifie financer une deuxième fois, or il n'y a que le comblement partiel d'un trou et certainement pas de double financement.